

Décret n° 88-80 du 22 janvier 1988

(Premier ministre ; Recherche et Enseignement supérieur ; Economie, Finances et Privatisation ; Budget)

Vu O. n° 45-2138 du 19-9-1945 mod. ; L. n° 51-598 du 24-5-1951 mod., art. 48 ; D. n° 63-999 du 4-10-1963 ; D. n° 73-645 du 18-6-1973 ; D. n° 81-536 du 12-5-1981 mod. ; Cons. Etat, sect. int. ent.

Diplôme préparatoire aux études comptables et financières, diplôme d'études comptables et financières, diplôme d'études supérieures comptables et financières et abrogation du décret n° 81-537 du 12 mai 1981 relatif au diplôme d'études comptables supérieures.

NOR : RESK8800028D

TITRE PREMIER : Du diplôme préparatoire aux études comptables et financières.

Article premier. - Sont admis à se présenter aux épreuves du diplôme préparatoire aux études comptables et financières les candidats titulaires soit du baccalauréat, soit d'un titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue de l'inscription dans les universités, soit d'un titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance, soit d'un titre ou diplôme figurant sur une liste fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'Enseignement supérieur et du ministre chargé du Budget, après avis de la commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables.

Art. 2. - Le diplôme préparatoire aux études comptables et financières est délivré aux candidats qui ont subi avec succès l'ensemble des épreuves écrites suivantes :

1. Introduction au droit de l'entreprise ;
2. Economie ;
3. Méthodes quantitatives ;
4. Comptabilité ;
5. Expression et communication.

Les candidats peuvent se présenter à chacune de ces épreuves dans l'ordre de leur choix et à la session de leur choix.

Le diplôme peut également être délivré aux candidats qui ont satisfait à l'une de ces épreuves au moins s'ils bénéficient des dispenses obtenues en application des dispositions des articles 10 et 16 du présent décret.

TITRE II : Du diplôme d'études comptables et financières.

Art. 3. - Sont admis à se présenter aux épreuves du diplôme d'études comptables et financières, qui peuvent être subies au cours d'une même session d'examens que celles du diplôme préparatoire aux études comptables et financières, les candidats remplissant les conditions de titres ou diplômes énoncées à l'article premier ci-dessus.

Art. 4. - Le diplôme d'études comptables et financières est délivré aux candidats titulaires du diplôme préparatoire aux études comptables et financières qui ont subi avec succès l'ensemble des épreuves écrites suivantes

1. Droit des sociétés et droit fiscal ;
2. Relations juridiques de crédit, de travail et de contentieux ;
3. Organisation et gestion de l'entreprise ;
4. Gestion financière ;
5. Mathématiques appliquées et informatique ;
6. Comptabilité approfondie et révision ;
7. Contrôle de gestion.

Les candidats peuvent se présenter à chacune de ces épreuves dans l'ordre de leur choix et à la session de leur choix.

Art. 5. - Le diplôme d'études comptables et financières est également délivré aux candidats qui répondent aux conditions suivantes :

Etre titulaire du diplôme préparatoire aux études comptables et financières et avoir satisfait au moins à l'une des épreuves du diplôme d'études comptables et financières, compte tenu des dispenses obtenues en application des dispositions des articles 10 et 16 du présent décret ;

Etre dispensé du diplôme préparatoire aux études comptables et financières et avoir satisfait au moins à l'une des épreuves du diplôme d'études comptables et financières, compte tenu des dispenses obtenues en application des dispositions des articles 10 et 16 du présent décret.

TITRE III : Du diplôme d'études supérieures comptables et financières.

Art. 6. - Le diplôme d'études comptables supérieures prend la dénomination de diplôme d'études supérieures comptables et financières.

Art. 7. - Sont admis à se présenter aux épreuves du diplôme d'études supérieures comptables et financières les candidats qui sont titulaires du diplôme d'études comptables et financières ou qui sont titulaires de diplômes reconnus équivalents par arrêté conjoint du ministre chargé de l'Enseignement supérieur et du ministre chargé du Budget.

Art. 8. - Le diplôme d'études supérieures comptables et financières est délivré aux candidats qui ont subi avec succès :

A) Les épreuves écrites suivantes :

1. Synthèse de droit et de comptabilité ;
2. Synthèse d'économie et de comptabilité.

B) Les épreuves orales suivantes :

1. Grand oral ;
2. Soutenance d'un compte rendu du stage d'initiation.

La durée et les modalités d'organisation du stage d'initiation donnant lieu à la soutenance d'un compte rendu sont fixées par le règlement intérieur de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés, après avis de la commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables, et publiées au *Bulletin officiel* de l'Education nationale.

Les candidats peuvent se présenter à chacune de ces épreuves dans l'ordre de leur choix et à la session de leur choix.

Art. 9. - Le diplôme d'études supérieures comptables et financières est également délivré aux candidats qui ont subi avec succès l'ensemble des épreuves de ce diplôme ou qui ont au moins satisfait aux deux épreuves écrites ci-dessus énoncées, s'ils bénéficient des dispenses obtenues en application des dispositions des articles 10 et 16 du présent décret.

TITRE IV : *Dispositions communes.*

Art. 10. - Des dispenses portant sur des épreuves ou des groupes d'épreuves, autres que les épreuves de synthèse prévues à l'article 8, peuvent être accordées :

- a)* Aux titulaires de diplômes sanctionnant des études supérieures dans les disciplines juridique, comptable, économique ou de gestion ;
- b)* Aux titulaires de diplômes étrangers jugés équivalents aux diplômes français susmentionnés par la commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables ;
- c)* Aux personnes justifiant d'un titre professionnel dans le domaine comptable.

La liste des dispenses et des diplômes ou titres y donnant droit est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'Enseignement supérieur et du ministre chargé du Budget, après avis de la commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables.

Art. 11. - Des arrêtés conjoints du ministre chargé de l'Enseignement supérieur et du ministre chargé du Budget, pris après avis de la commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables, fixent les modalités d'organisation du diplôme préparatoire aux études comptables et financières, du diplôme d'études comptables et financières et du diplôme d'études supérieures comptables et financières, notamment la durée et le coefficient des épreuves, les programmes des études, le montant des droits d'examens.

Art. 12. - Les sujets des épreuves du diplôme préparatoire aux études comptables et financières, du diplôme d'études comptables et financières et du diplôme d'études supérieures comptables et financières sont choisis par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur, sur proposition des membres du jury national du diplôme d'études supérieures comptables et financières dont la composition est fixée ainsi qu'il suit :

- a)* Le commissaire du Gouvernement près le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés ou son représentant ;
- b)* Un inspecteur général de l'Education nationale désigné par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur ;
- c)* Quatre enseignants, dont deux au moins assurant un enseignement dans des maîtrises de sciences et techniques comptables et financières, désignés par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur, après avis de la commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables ;
- d)* Deux experts-comptables désignés par le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés, après avis de la commission consultative pour la fonction professionnelle des experts-comptables ;
- e)* Deux experts-comptables exerçant également la fonction de commissaire aux comptes désignés par la

Compagnie nationale des commissaires aux comptes, après avis de la commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables ;

f) Un directeur de comptabilité diplômé expert-comptable, proposé par le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés, désigné par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur, après avis de la commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables.

Le président du jury et le vice-président chargé de le suppléer en cas d'empêchement permanent sont nommés par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur et choisis parmi les membres du jury désignés par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

Art. 13. - Des commissions académiques ou interacadémiques, dont les membres sont nommés respectivement par le recteur ou les recteurs concernés, présentent au jury national, sous l'autorité duquel elles sont placées, des propositions de notation des candidats pour chacune des épreuves présentées.

Deux membres de chaque commission d'examen assistent avec voix consultative aux délibérations du jury national.

Le jury national délibère sur les notes proposées par les commissions d'examens et arrête les notes définitives.

Art. 14. - Les dates des sessions d'examens sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

TITRE V : Dispositions transitoires.

Art. 15. - Les candidats qui ont subi les épreuves du diplôme d'études comptables supérieures régi par le décret n° 81-537 du 12 mai 1981 conservent le bénéfice des notes acquises, à condition qu'elles soient égales ou supérieures à 10 sur 20.

Art. 16. - Les candidats qui justifient soit d'un ou plusieurs certificats du diplôme d'études comptables supérieures régi par le décret n° 63-999 du 4 octobre 1963, soit d'un ou plusieurs certificats supérieurs du diplôme d'expertise comptable régi par le décret n° 73-645 du 18 juin 1973 sont dispensés de certaines épreuves prévues pour l'obtention des diplômes régis par le présent décret selon les modalités prévues au tableau joint en annexe.

Art. 17. - Les candidats en possession de l'attestation de réussite au certificat préparatoire aux études comptables et financières, régi par le décret n° 81-537 du 12 mai 1987, voient leur titre homologué en qualité de diplôme préparatoire aux études comptables et financières.

Les candidats en possession de l'attestation de réussite à la première série d'épreuves du diplôme d'études comptables supérieures, régi par le décret précité, voient leur titre homologué en qualité de diplôme d'études comptables et financières.

Les candidats en possession de l'attestation de réussite à la seconde série d'épreuves du diplôme susmentionné voient leur titre homologué en qualité de diplôme d'études supérieures comptables et financières.

Art. 18. - Le décret n° 81-537 du 12 mai 1981 précité est abrogé.

Art. 19. - Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à compter du 1^{er} février 1988.

(JO du 24 janvier 1988.)

Annexe

RÈGLEMENT DU STAGE D'INITIATION PRÉPARATOIRE A L'ÉPREUVE DE SOUTENANCE D'UN COMPTE RENDU DU STAGE D'INITIATION DU DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMPTABLES ET FINANCIÈRES

Article premier. - Le stage d'initiation préparatoire à l'épreuve du diplôme d'études supérieures comptables et financières intitulée Soutenance d'un compte rendu du stage d'initiation, prévu par le décret n° 88-80 du 22 janvier 1988 s'accomplit :

Soit en France, auprès d'un membre de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, d'une société d'expertise comptable ou d'une entreprise de comptabilité régulièrement inscrite au tableau de l'ordre à titre d'expert-comptable ou de comptable agréé, ou sur la liste de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ;

Ou dans les services comptables et financiers d'une entreprise ou groupement dont la comptabilité est contrôlée par un membre de l'ordre ou un commissaire aux comptes inscrit sur la liste des commissaires aux comptes de société prévue par le décret n° 69-810 du 12 août 1969 modifié ou placée sous la responsabilité d'un salarié diplômé d'expertise comptable ;

Soit dans un des Etats membres de la Communauté économique européenne, soit à l'étranger dans les conditions susmentionnées, notamment auprès d'un cabinet membre d'une organisation adhérente de l'International Federation of Accountants (IFAC), ou d'une entreprise contrôlée par un tel cabinet.

Art. 2. - Le stage fait l'objet, pour chaque stagiaire, d'une convention écrite qui se réfère expressément au présent règlement. Elle est signée par toutes les parties concernées, est établie en trois exemplaires dont l'un est déposé, avant le début du stage, auprès du Conseil régional de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés du lieu du stage. La convention peut intervenir soit avec un établissement scolaire, soit directement avec le stagiaire.

Art. 3. - Le stage a pour but :

De permettre à l'étudiant de prendre contact avec le monde du travail ;

De tester ses possibilités d'adaptation personnelle ;

De mettre en pratique ses connaissances théoriques dans les disciplines d'ordre comptable et financier ;

De lui donner la possibilité de préparer l'épreuve de Soutenance d'un compte rendu du stage d'initiation du diplôme d'études supérieures comptables et financières portant sur la rédaction du compte rendu de stage et sa soutenance.

Art. 4. - Sont dispensés du stage d'initiation :

Les titulaires d'un diplôme sanctionnant des études comprenant un stage d'une durée globale d'au moins six semaines sous réserve que ce stage ait été accompli dans un cabinet d'un membre de l'ordre des experts-

comptables et comptables agréés ou dans les services comptables ou financiers d'une entreprise ou d'un groupement répondant aux conditions visées à l'article premier. Une attestation, mentionnant nominativement le cabinet, l'entreprise ou le groupement, est délivrée par l'école sous sa responsabilité ;

Les personnes ayant occupé un emploi de comptabilité pendant six mois au moins dans un cabinet ou dans les services comptables ou financiers d'une entreprise ou d'un groupement répondant aux conditions visées à l'article premier. La justification est apportée par une attestation ou un certificat de travail du cabinet ou de l'entreprise.

Art. 5. - Les stagiaires ne sont liés par aucun contrat de travail avec l'entreprise, le cabinet ou le groupement qui les accueille. Ils continuent à bénéficier de la législation sociale qui leur est propre.

Art. 6. - La durée du stage est d'au moins six semaines. Les stagiaires ne peuvent interrompre leur stage sous peine d'en perdre le bénéfice.

Art. 7. - Les stagiaires doivent respecter la discipline et le règlement du cabinet ou de l'entreprise qui les accueille, particulièrement en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie du personnel. En cas de manquement à la discipline et pour toute tenue incorrecte ou incompatible avec le travail, le cabinet ou l'entreprise peut mettre fin au stage et, si le stage est accompli dans le cadre d'une convention avec un établissement, après en avoir prévenu le directeur.

Art. 8. - Les stagiaires doivent participer de façon effective au travail du cabinet ou de l'entreprise. Ils sont tenus à l'obligation de discrétion.

Art. 9. - En cas d'absence, les stagiaires doivent aviser dans les vingt-quatre heures ouvrables le cabinet ou l'entreprise et le directeur de leur établissement scolaire, si le stage est effectué dans le cadre d'une convention avec un établissement.

En cas de difficulté ou d'accident, le responsable des stagiaires au sein du cabinet ou de l'entreprise est tenu de prendre contact le plus rapidement possible avec le directeur de l'établissement ou son représentant, si le stage est effectué dans le cadre d'une convention avec un établissement.

Art. 10. - Le stage n'est pas rémunéré. Toutefois, lorsqu'un travail productif est demandé aux stagiaires, une rémunération peut être envisagée sous forme d'indemnité de stage. L'opportunité et le montant de cette rémunération sont laissés à l'appréciation de l'entreprise ou du cabinet.

Les stagiaires sont admis, sur leur demande, à bénéficier des services collectifs sociaux (restaurant d'entreprise, cantine, etc.). Sauf décision contraire du cabinet ou de l'entreprise, les frais de nourriture et d'hébergement restent à la charge des stagiaires.

Art. 11. - Si le stage est effectué dans le cadre d'une convention avec un établissement, les stagiaires peuvent revenir dans leur établissement pendant la durée du stage pour des séances de regroupement ou de mise au point - dont les dates doivent figurer dans la convention de stage - sans que celles-ci puissent être supérieures à quatre jours.

Art. 12. - A la fin du stage, le cabinet ou l'entreprise délivre au stagiaire un certificat précisant seulement la nature et la durée du stage.

Si le stage est effectué en entreprise, le certificat ainsi délivré est visé par le membre de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés, le commissaire aux comptes inscrit sur la liste d'aptitude, le salarié diplômé d'expertise comptable ou le responsable chargé par ce dernier de suivre les travaux du stagiaire. Le visa atteste le déroulement effectif du stage dans les services comptables ou financiers de l'entreprise ou du groupement. Dans le cas contraire, une réserve expresse doit être mentionnée en marge par le membre

de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés, le commissaire aux comptes ou le salarié diplômé d'expertise comptable.

Art. 13. - Le présent règlement du stage fait partie intégrante du règlement intérieur de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés.

CONVENTION DU STAGE D'INITIATION PRÉPARATOIRE A L'ÉPREUVE
DE SOUTENANCE D'UN COMPTE RENDU DU STAGE D'INITIATION
DU DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMPTABLES ET FINANCIÈRES

Article premier. - La présente convention intervient entre :

Le cabinet :

Ou la société :

Adresse :

Téléphone :

Membre de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés de la région
représenté pour le suivi des travaux du stagiaire

par M.
, membre de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ;

Ou l'entreprise ou groupement :

Adresse :

Téléphone :

Représenté par :

Et assisté de M.
, diplômé d'expertise comptable, ou commissaire aux comptes ;

Ou représenté par :
pour le suivi des travaux du stagiaire,

Adresse :

Et

M.
(stagiaire) ;

Ou M. le Directeur de l'établissement :

Adresse :

Téléphone :

Assisté de M.
pour les relations entre le cabinet ou l'entreprise et l'établissement.

Téléphone :

Art. 2. - Les rapports entre les parties désignées ci-dessus sont définis dans les conditions établies par le règlement du stage d'initiation préparatoire à l'épreuve de Soutenance d'un compte rendu du stage d'initiation du diplôme d'études supérieures comptables et financières, publié au *Bulletin officiel* de l'Education nationale n° 39 en date du 17 novembre 1988.

Art. 3. - La présente convention signée par chaque partie concernée est déposée avant le début du stage, au Conseil régional de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés par l'établissement, le cabinet, ou l'entreprise.

Art. 4. - Le stage concerne M.

Adresse :

Téléphone :

Art. 5. - Le stage s'effectue auprès de :

Le stagiaire peut éventuellement être amené à effectuer des visites dans des entreprises clientes du cabinet.

Art. 6. - La durée du stage est fixée :

Du
à
Au
à

Les horaires sont ceux du cabinet ou de l'entreprise.

Art. 7. - Si le stage est effectué dans le cadre d'une convention avec un établissement, le stagiaire doit, pendant la durée de son stage, revenir à son établissement suivant le calendrier et l'horaire définis ci-après :

Art. 8. - Conditions particulières concernant le logement, l'usage de l'établissement en cas d'indemnité de stage, la rédaction éventuelle d'une fiche d'appréciation :

Signature du cabinet, de l'entreprise ou du groupement :

Signature du stagiaire :

Signature de la personne chargée du suivi des travaux du stagiaire :

(Eventuellement) Signature du directeur de l'établissement scolaire :